

Quel avenir pour la relation transatlantique ?

Ce 24 février, à l'ONU, les Etats-Unis ont voté avec la Russie contre une résolution d'inspiration européenne soutenant l'Ukraine et son intégrité territoriale. Un (nouveau) coup dur pour les relations transatlantiques, nouées il y a 80 ans... pour endiguer les visées expansionnistes de Moscou.

Notre véritable politique consiste à éviter toute alliance permanente avec une quelconque partie du monde étranger

Georges Washington
Premier président des Etats-Unis

”

WILLIAM BOURTON

Dans son discours d'adieu, prononcé le 17 septembre 1796, le premier président des Etats-Unis d'Amérique, George Washington, mit en garde ses compatriotes : « L'Europe est engagée dans de fréquentes controverses dont les causes sont essentiellement étrangères à nos préoccupations. » Et, dès lors, de préciser : « Notre véritable politique consiste à éviter toute alliance permanente avec une quelconque partie du monde étranger. »

Le 2 décembre 1823, son lointain successeur, James Monroe, précisera la position américaine, dans un discours doctrinal qui figera les relations transatlantiques jusqu'au début du XX^e siècle. Pour faire bref : pas d'intervention européenne dans les affaires « des Amériques » (Nord et Sud), ni d'intervention américaine dans les affaires de l'Europe.

C'est ainsi que, lors de la Première Guerre mondiale, il faudra attendre avril 1917 avant que le Congrès n'accepte que des troupes américaines n'aillent prêter main-forte aux forces de l'Entente. Le président démocrate Woodrow Wilson aura beau proclamer que « l'Amérique doit donner son sang pour les principes qui l'ont fait naître », c'est plus prosaïquement le torpillage de neuf navires américains par la marine impériale allemande et

les menaces que la guerre sous-marine sans restriction faisait peser sur le commerce international qui poussèrent les Etats-Unis à sortir de leur isolationnisme.

L'Armistice sonna aussitôt la fin de l'intermède. Si Wilson fut accueilli en héros par la population européenne, dans son pays, son universalisme esuya un tir de barrage. Le Sénat des Etats-Unis refusera ainsi de ratifier le Traité de Versailles, puis d'adhérer à la Société des nations (SDN), qu'il avait pourtant largement contribué à faire advenir.

Les Etats-Unis camperont sur leurs positions isolationnistes jusqu'à ce que l'Empire japonais les jette dans la Deuxième Guerre mondiale en bombardant la base navale de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, puis qu'Hitler ne leur déclare « mécaniquement » la guerre dans la foulée.

Le parapluie américain

Si la Grande Guerre laissa le Vieux Continent exsangue, le second conflit mondial mit un terme définitif au statut de « puissances mondiales » de l'ensemble des capitales européennes.

A la libération en 1945, l'Europe dépendait des Etats-Unis pour sa reconstruction et sa sécurité.

© AFP

A Washington, d'aucuns espéraient pourtant que l'Europe, et singulièrement la Grande-Bretagne, puisse à tout le moins rester une puissance régionale assez crédible pour faire face au nouvel ennemi soviétique. Mais Londres était sorti bien trop affaibli du conflit pour pouvoir tenir ce rôle. L'Europe dépendait désormais des Etats-Unis, pour sa reconstruction comme pour sa sécurité future.

Durant toute la guerre froide, la stratégie européenne en cas d'attaque soviétique consista à faire en sorte de « tenir bon » en attendant une intervention américaine. Les Américains exigèrent régulièrement de leurs alliés des engagements plus fermes pour leur défense, tant au niveau national qu'au sein de l'Otan, la structure militaire de défense créée en 1949 réunissant, autour des Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, les pays du Benelux, l'Italie, le Portugal, le Danemark, la Norvège, l'Islande et le Canada. Lorsque, dans les années 1980, le président Reagan haussera le ton face à Moscou et que l'Otan décidera d'installer des missiles Pershing sur le sol européen pour rétablir l'équilibre des forces avec le Pacte de Varsovie, des tensions naîtront entre Washington et certains pays européens concernés – ou du moins une partie de leur opinion publique.

La fronde gaulliste

Pendant plus de quatre décennies, la guerre froide fut un cadre structurant des relations transatlantiques. La menace soviétique incita les Etats-Unis à renoncer à leur isolationnisme d'avant-guerre, à maintenir leur engagement en Europe, tant sur le plan militaire que politique ou économique. Ainsi, en 1948, le plan Marshall d'aide la reconstruction européenne, que seize pays

s'empresseront d'accepter, visait à soutenir la production et les exportations de produits industriels *made in USA*, mais aussi à endiguer le communisme en Europe.

Durant toute cette période, c'est assurément la France qui se montra l'allié le plus indocile. En 1954, pour des raisons de prestige et de souveraineté nationale, Paris torpilla le projet de Communauté européenne de défense – qui impliquait la création d'une armée européenne, avec des institutions supranationales – voulue par le président Truman au moment de la guerre de Corée. Quatre ans plus tard, le général de Gaulle fondera la V^e République, dont les maîtres-mots seront grandeur et indépendance nationale : notions peu compatibles avec l'idée d'un « tutorat » américain.

A peine revenu au pouvoir, de Gaulle envoya un mémorandum au président américain Eisenhower et au premier ministre britannique Harold Mcmillan pour leur signifier son insatisfaction quant au fonctionnement de l'Otan et demander une coopération tripartite à la tête de l'Organisation, à égalité entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France. La fin de non-recevoir des deux dirigeants anglo-saxons le conduira à doter son pays d'une force de frappe nucléaire mais aussi d'une diplomatie propre.

En mars 1966, lorsque la bombe française sera au point, le président français informera son homologue américain, Lyndon Johnson, que son pays se retirait du commandement militaire intégré de l'Otan et que, 22 ans après le débarquement de Normandie, l'armée américaine était priée de quitter l'Hexagone... De Gaulle prendra cependant soin de préciser que son pays demeurerait disposé à s'entendre avec ses alliés dans le cas d'un conflit où

Minerais : l'Ukraine a accepté les termes d'un accord avec les Etats-Unis

L'Ukraine a accepté les termes d'un accord sur ses minerais avec les Etats-Unis, sans clauses défavorables pour Kiev, et le président Volodymyr Zelensky pourrait le signer dès vendredi lors d'une visite à Washington, a indiqué mardi un haut responsable ukrainien. Selon cet accord, les Etats-Unis développeraient conjointement avec l'Ukraine les richesses minières, et les revenus qui en seraient issus iraient dans un fonds nouvellement créé « conjoint à l'Ukraine et l'Amérique », a dit à l'AFP, cette source s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. Selon ce haut responsable, les Américains ont « enlevé toutes les clauses qui ne nous convenaient pas, en particulier les 500 milliards de dollars » que les minerais étaient censés rapporter aux Etats-Unis. L'Ukraine avait réclamé des garanties de sécurité du côté américain dans le cadre de cet accord. Selon la source ukrainienne, les termes de l'accord comportent une référence à la « sécurité », mais ne mentionnent pas explicitement le rôle des Etats-Unis. AFP

